REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 09 -15 juin 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Biodiversité.....2
-Journée mondiale de l'océan : Webinaire : « Innovation et biodiversité : vers un blue deal dans l'océan Indien ? »
-Les recifs coralliens de l'Océan indien deviennent une forêt sous-marine à l'agonie
1.2 Sécurité régionale.....6
-La COI : acteur clef de la paix, la stabilité et la gouvernance dans la sous-région
1.3 Santé-Veille sanitaire.....7
-35 000 masques acheminés par la PIROI à la Croix-Rouge mauricienne
1.4 Coopération.....9
-India looks to deploy naval liaisons at Madagascar, Abu Dhabi for information exchange

2. Centres d'Intérêts

2.1 Pêche.....11
- Projet SWIOFish 2 : Lancement d'une nouvelle technique de Pêche aux crabes à Ambilobe
2.2 Economie.....13
-40 millions USD pour les entrepreneurs
- Budget 2020-2021: les acteurs du secteur du tourisme inquiets
2.3 Energies renouvelables.....15
- Energie renouvelable I Bientôt une centrale solaire à Ndzuani

Journée mondiale de l'océan : Webinaire : « Innovation et biodiversité : vers un blue deal dans l'océan Indien ? »



Pour marquer la Journée mondiale de l'océan, la Team Europe (Délégation de l'Union européenne, Ambassade de France, Agence Française de Développement et Antenne de la Region Réunion à Maurice) a organisé, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) un webinaire ouvert au grand public.

Plusieurs experts de l'environnement marin de Maurice, des Seychelles et de la Réunion sont intervenus, avec des exemples concrets d'initiatives innovantes, sur le rôle des écosystèmes marins et l'importance des espèces marines comme marqueurs de la biodiversité. Récifs coralliens, tortues, baleines et cachalots étaient au cœur de discussions passionnantes.

Lors de son message d'introduction l'Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice, Vincent Degert, a déclaré: – «*Il nous faut des recommandations fortes, des idées qui permettent de mobiliser chacun en fonction de ses responsabilités. Car la réponse globale aux problèmes des océans ne peut se faire sans une action collective, coordonnée, à chaque niveau, que ce soit par les citoyens regroupés en association, les états dans le cadre des politiques publiques, ou les organisations internationales pour les aspects régionaux ou les réponses globales.* »

Le Secrétaire d'Etat chargé du Département des Affaires Etrangères et de l'Economie Bleue de la République des Seychelles, Barry Faure, la Représentante Résidente du PNUD pour Maurice et les Seychelles, Madame Amanda Serumaga et la Chargée de Mission Environnement durable et Changement climatique de la Commission de l'océan Indien, Madame Gina Bonne sont intervenus lors de l'ouverture du webinaire.

Le Secrétaire d'Etat chargé du Département des Affaires Etrangères et de l'Economie Bleue de la République des Seychelles a ainsi partagé l'expérience remarquable des Seychelles en matière de protection marine. L'Ambassadeur

de l'Union européenne et la Représentante Résidente du PNUD ont par ailleurs profité de cette occasion pour annoncer la signature d'un nouvel accord de soutien à la pêche artisanale notamment hors lagon et à l'autonomisation économique des communautés à Maurice et à Rodrigues dans le cadre du programme "E€OFISH". La Représentante Résidente du PNUD pour Maurice et les Seychelles a déclaré: – « *The UNDP in Mauritius welcome this collaboration with the European Union, especially on World Ocean's Day 2020, in partnership with the Government of Mauritius to supporting the artisanal fishing community to adopt sustainable practices, address the issues of poverty alleviation and gender mainstreaming and to also promote the adoption of innovative and sustainable technologies.*»

La protection des océans est un enjeu majeur au niveau mondial, et en particulier pour les pays de la région. Elle porte à la fois sur la faune et la flore marine. Ces dernières étaient d'ailleurs, pour la première fois, au cœur du thème choisi pour la Journée mondiale de la vie sauvage des Nations Unies en 2019. Toutes les baleines et tous les dauphins, toutes les tortues marines, tous les hippocampes, de nombreuses espèces de coraux et de plus en plus d'espèces de requins sont sous la protection de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), l'organisme de réglementation du commerce mondial des espèces sauvages.

Pour bien comprendre les enjeux de la protection des océans, l'avis des experts est essentiel. Pendant plus d'une heure et demie, ce webinaire a réuni un ensemble d'intervenants de Maurice, de la Réunion et des Seychelles sur le rôle des écosystèmes marins dans la région et leur conservation: récifs coralliens, parc marin d'Aldabra, un des plus anciens parcs marins de la région et l'utilisation des images satellites par la Mauritius Oceanographic Institute. La discussion a également permis de présenter les expériences innovantes pour la protection des espèces marines telles que les tortues, les baleines et les cachalots.

Les experts ont ainsi partagé leur point de vue et les solutions possibles pour faire avancer l'action en faveur de la protection des océans. Ouvert au grand public, le webinaire a été l'occasion de sensibiliser les citoyens sur l'importance de protéger les océans – habitats et espèces – et de se mobiliser dans ce contexte. Les participants ont eu l'occasion de poser leurs questions et de faire des commentaires sur les différentes interventions à travers la fonction chat de Facebook live.

Ce webinaire est une initiative de Team Europe à Maurice qui comprend: la Délégation de l'Union européenne, l'Ambassade de France, l'Agence Française de Développement et l'Antenne de la Region Réunion à Maurice.

Les récifs coralliens de l'Océan Indien deviennent une forêt sous-marine à l'agonie



COI - Commission de l'Océan Indien
Les océans, de par leur immensité et leur richesse, peuvent sembler indestructibles.
Malheureusement, ce n'est pas le cas.

En effet, la biodiversité marine est en déclin, la température des eaux augmente, la pollution plastique asphyxie les océans, l'acidification des eaux détruit les coraux... De plus, l'Indianocéanie est l'un des 34 points chauds de la biodiversité mondiale.

Cela signifie que notre biodiversité, et par conséquent, nos récifs coralliens, sont en danger.
En quoi les récifs coralliens sont-ils essentiels à nos États insulaires ?

Non. Les récifs ne sont pas "juste des rochers". Leur complexité en fait des écosystèmes uniques. Il s'agit d'ailleurs d'un patrimoine naturel extraordinairement riche de biodiversité. De plus, ils ont un rôle vital non seulement pour nos populations mais aussi nos économies :
protection de nos zones côtières : 97% de l'énergie des vagues est brisée par les récifs
sécurité alimentaire : beaucoup de poissons sont abrités dans les récifs
attrait touristique conséquent : plongée, snorkeling, ...
Un patrimoine menacé et qui a besoin d'aide
L'océan Indien occidental compte 16% des récifs coralliens mondiaux. Pourtant ces récifs sont sous pression. Et les menaces sont nombreuses : changement climatique, pollution, aménagement des littoraux, destruction, acidification des océans, ...

La Commission de l'océan Indien oeuvre pour le suivi et la préservation de ces écosystèmes. Ces actions ont été menées à travers plusieurs projets : ISLANDS et Biodiversité (financés par l'Union européenne), GDZCOI (financé par le Fonds français pour l'environnement mondial) : création d'un Réseau régional récifs coralliens en 1997 élaboration du premier rapport sur l'état des récifs coralliens dans l'océan Indien occidental.

Ce rapport a notamment été présenté en marge de la 32ème Assemblée générale de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI), en 2017 renforcement des capacités (biologistes marins, équipes de surveillance des récifs, universités, instituts de recherche et gestionnaires des aires marines nationales protégées) renforcement des réseaux régionaux de conservation des écosystèmes naturels à l'instar du Réseau récifs restauration des récifs...

La COI: acteur clef de la paix, la stabilité et la gouvernance dans la sous-région

11 juin 2020 La Rédaction Actualités, Océan indien 0

Annonces Google
Signaler cette annonce
Pourquoi cette annonce ?



Ce jeudi 11 juin, la Commission de l'Océan Indien a tenu une réunion de consultation du projet COI « Paix, stabilité et gouvernance », par visioconférence, sous la présidence de Monsieur IMAM Abdillah, Président du COPL.

Annonces Google
Signaler cette annonce
Pourquoi cette annonce ?

Les représentants des Etats membres de la COI, le Secrétaire Général, HAMADA Madi et le Représentant de l »AFD ont tous salué la pertinence du rapport diagnostic élaboré par les experts.

Les échanges ont porté notamment sur la mise en oeuvre de ce projet régional financé par l'Agence Francaise de Développement (AFD).

Dans son mot d'ouverture, M. IMAM Abdillah, a rappelé que le rôle politique de la COI est une volonté de plus haut niveau, confirmée lors de la retraite ministerielle à Moroni, le 03 août 2019 et consacrée au 34e Conseil des Ministres au mois de mars 2020.

35 000 masques acheminés par la PIROI à la Croix-Rouge mauricienne

PAR ALEXANDRE KARGHOO



Vincent Degert (à droite), ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice, réceptionnant les masques à l'aéroport SSR. - DR

Après deux envois de matériel sanitaire aux Comores puis aux Seychelles, la Plateforme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien (PIROI) a acheminé, à partir de La Réunion via un vol spécialement affrété, 30 000 masques chirurgicaux et 5 000 masques FPP2 au bénéfice de la Croix-Rouge de Maurice. Le matériel a été réceptionné, le mercredi 10 juin, par le président de la Croix-Rouge de Maurice, Siven Tirvasen, et Vincent Degert, ambassadeur de l'Union européenne (UE) auprès de Maurice.
La PIROI prévoit d'autres envois de matériel dans les prochains jours à destination de ses pays membres et envisage de renforcer son programme avec le pré positionnement de matériel spécialement dédié à la riposte aux crises sanitaires.
« Au-delà de cette aide d'urgence, l'UE va également contribuer à hauteur de 9,5 millions d'euros au projet de Réseau de surveillance et d'investigation des épidémies - SEGA One Health de l'Agence française de développement mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien. La contribution de l'UE à ce projet permettra notamment de renforcer les capacités, les services et les systèmes de laboratoire en termes d'équipement, de tests et de formations. Par ailleurs, l'UE et le gouvernement de Maurice envisagent de réorienter totalement le programme bilatéral de l'UE pour renforcer plus structurellement le système de santé mauricien », a déclaré l'ambassadeur Vincent Degert au moment de la réception du matériel à l'aéroport.

La PIROI a acheminé 30 000 masques chirurgicaux et 5 000 masques FPP2 au bénéfice de la Croix-Rouge de Maurice



La Plateforme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien (PIROI) a acheminé hier après-midi, à partir de La Réunion via un vol spécialement affrété, 35 000 Équipements de Protection Individuelle (30 000 masques chirurgicaux et 5 000 masques FPP2) au bénéfice de la Croix-Rouge de Maurice.

Vincent Degert, Ambassadeur de l'Union européenne (UE) auprès de la République de Maurice s'est rendu à l'aéroport où il a déclaré : « Je suis ravi d'être à l'aéroport international SSR pour prendre livraison du matériel de protection individuelle fourni par la PIROI (la Plateforme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien). L'UE a mis en place cette opération d'urgence de portée régionale qui a déjà permis de livrer du matériel aux Comores et aux Seychelles. Cette opération est l'une des composantes de l'action de la Team Europe (UE et ses Etats membres) pour soutenir la République de Maurice face à la pandémie de SARS cov2. Au-delà de cette aide d'urgence, l'UE va également contribuer à hauteur de 9,5 millions d'euros au projet de Réseau de surveillance et d'investigation des épidémies – SEGA One Health de l'Agence française de développement mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien. La contribution de l'UE à ce projet permettra notamment de renforcer les capacités, les services et les systèmes de laboratoire en termes d'équipement, de tests et de formations. Par ailleurs, l'UE et le gouvernement de Maurice envisagent de réorienter totalement le programme bilatéral de l'UE pour renforcer plus structurellement le système de santé mauricien. »

India looks to deploy naval liaisons at Madagascar, Abu Dhabi for information exchange

INDIAN OCEAN COMMISSION

This will be in the overall realm of improving linkages and become repository for all maritime data

After joining the Indian Ocean Commission (IOC) as Observer in March, India is looking to post Navy Liaison Officers at the Regional Maritime Information Fusion Centre (RMIFC) in Madagascar and also at the European maritime surveillance initiative in the Strait of Hormuz for improved Maritime Domain Awareness (MDA).

"We are working closely with France who is a pre-eminent member of IOC to post a Naval LO at the RMIFC in Madagascar. We are also working on posting a Naval LO at the European Maritime Awareness in the Strait of Hormuz (EMASOH) in Abu Dhabi," a defence source told *The Hindu*. "This will be in the overall realm of improving linkages of the Navy's Information Fusion Centre for Indian Ocean Region (IFC-IOR) in Gurugram with other IFCs and become the repository for all maritime data in the IOR," the source said. The LOs are expected to be posted in the next few months.

The RMFIC functions under the aegis of the IOC of which India became an Observer in March 2020 along with Japan and the United Nations. The IOC is a regional forum in the southwest Indian Ocean, comprising five nations — Comoros, France (Reunion), Madagascar, Mauritius and Seychelles. China and the European Union (EU) have been Observers in the IOC since 2016 and 2017, respectively.

The Navy LO is expected to be posted at EMASOH by July and at the RMIFC by September or October, the source said. India has an LO at the IFC in Singapore for over four years now.

The EMASOH headquarters is composed of Belgium, Denmark, the Netherlands and French officers and based at the French naval base in Abu Dhabi. The aim is "to monitor maritime activity and guarantee freedom of navigation in the Persian Gulf and the Strait of Hormuz." On February 5, the initiative was declared operational by the French Ministry of Armed Forces.

The Navy set up the IFC-IOR in December 2018 within the premises of the Information Management and Analysis Centre (IMAC) in Gurugram to track maritime movements in the region. France became the first country to deploy a Liaison Officer at the IFC-IOR followed by the U.S. and several other countries including Australia, Japan and the United Kingdom have announced their intention to post LOs. Currently, infrastructure is being built to house the foreign officers. Pre-fabricated structures are being built and are expected to be ready by the end of the year, a second source said.

Of late, India has signed a series of white shipping agreements, Logistics Support Agreements (LSA) and maritime cooperation agreements with several countries. For instance, at the virtual summit, India and Australia announced a joint declaration on a shared vision for maritime cooperation in the Indo-Pacific in which they agreed to "deepen navy-to-navy cooperation and strengthen MDA in the Indo-Pacific region through enhanced exchange of information".

As reported by *The Hindu* in October last, the IFC-IOR is coordinating with similar centres across the globe. These include Virtual Regional Maritime Traffic Centre (VRMTC), Maritime Security Centre- Horn of Africa(MSCHOA), Regional Cooperation Agreement on Combating Piracy and Armed Robbery (ReCAAP), Information Fusion Centre-Singapore (IFC-SG), and International Maritime Bureau - Piracy Reporting Centre (IMB PRC).

Projet SWIOFish 2 : Lancement d'une nouvelle technique de Pêche aux crabes à Ambilobe



Les bénéficiaires de la formation, en train de fabriquer leur Double Garigary pour la pêche aux crabes.

La technique « Double Garigary » permet d'avoir deux fois plus de collecte, et de ne pêcher que les crabes répondant aux normes de capture autorisées. 58 acteurs ont été formés la semaine dernière, mais la technique sera partagée à 1.500 pêcheurs.

Quinze techniciens de l'administration des pêches, trois pêcheurs formateurs et 40 simples pêcheurs ont participé à la première formation sur la nouvelle technique « Double Garigary », organisé les 4 et 5 juin dernier, dans le district d'Ambilobe. Initiée par la Direction de développement de la pêche (DDP) auprès du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP), cette formation a été appuyée par le projet SWIOFish 2. Pour le Ministère, il s'agit d'une activité dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale sur la pêche, relatif au développement du secteur, ainsi que l'amélioration du niveau de vie de tous les acteurs concernés par la filière. En effet, la formation vise la vulgarisation des techniques de pêche améliorée, dans la continuité des activités entreprises par le projet Smartfish en 2016, sur l'utilisation d'un engin de pêche efficace et respectueux de l'environnement.

Outil innovant. 58 acteurs, dont des techniciens de l'administration des pêches, des formateurs et de simples pêcheurs, ont bénéficié de la première formation. *« Chaque participant a été formé sur la fabrication de sa propre Double Garigary, et l'a utilisé directement pendant la formation pratique. Les matériels utilisés pour la fabrication ont été pris en charge par le projet. Il s'agit de fer rond, des cordes en nylon et des bouchons. Ces matériels utilisés sont disponibles dans les villages cibles du projet SWIOFish 2 et sont tous à la portée des pêcheurs pour la vulgarisation de cette technique »*, ont indiqué les responsables du projet SWIOFish 2. D'après les explications, le Double Garigary permettra aux pêcheurs de capturer des crabes de plus de 11 cm, qui sont aux normes de capture autorisée inscrites dans la réglementation en vigueur. Il permettra également d'avoir deux fois plus de collectes que la technique ordinaire.

Vulgarisation. Dans une future proche, la DDP, avec l'appui du projet SWIOFish 2, compte diffuser cette technique chez 1.500 pêcheurs, pour cette année 2020. A noter que le projet SWIOFish 2 en appui du secteur pêche, est sous tutelle technique du MAEP. Il a pour objectif d'améliorer la gouvernance des pêcheries prioritaires, de promouvoir l'adhésion des populations cibles à la gestion des pêcheries prioritaires, et de faire la promotion des activités alternatives. Pour l'heure, le projet intervient dans trois Zones Ultra-prioritaires (ZUP) qui possèdent actuellement de Plans d'Aménagement des Pêcheries prioritaires (PAP). Ces zones se trouvent au niveau des BATAN (Baies d'Ampasindava, de Tsimipaika, d'Ambaro, et archipelle de Nosy-Be) région de DIANA ; dans la Baie d'Antongil au niveau des Districts de Maroantsetra et de Mananara Nord dans la région d'Analanjirofo ; et dans les Districts de Maintirano, Antsalova et Besalampy dans la région de MELAKY. Selon les responsables de SWIOFish 2, deux autres régions, Atsimo Atsinanana et Androy bénéficieront aussi du soutien de la part du projet, après la mise en place des PAP.

Antsa R.

40 millions USD pour les entrepreneurs

Mandimbisoa R.

40 millions de dollars. C'est l'enveloppe que l'Etat compte mettre à disposition, sous forme de prêts avec une faible d'intérêt pour des petites et moyennes entreprises et industries (PME/PMI) pour la relance de leurs activités. Voilà qui devrait apaiser la tension entre les autorités et secteur privé qui n'a cessé d'interpeller l'Etat sur la mise en en place d'un plan de relance économique pour le soutenir. Le secteur privé a à plusieurs reprises tiré la sonnette d'alarme mais la décision des autorités tardaient à venir. Une rencontre avec le secteur privé prévu se tenir lieu jeudi denier a même été reportée.

Andry Rajoelina, lors de son allocation à la télévision hier a également révélé l'existence d' un « Plan Marshall » de 1 043 milliards d'ariary pour toutes les régions de Madagascar et pour la relance de l'économie dans le pays.

Cette somme permettra de réaliser de nombreuses infrastructures routières, notamment en pavé (230 km par an, à raison de 10 km par région), des infrastructures éducatives (8 campus universitaires régionaux et 1 100 salles de classe), administratives (174 bureaux communaux, districts et régionaux), sanitaires (33 centres hospitaliers, 33 logements du personnel médical) et sociales (874 logements et 13 centres sociaux). Ainsi, les appels d'offres pour ces travaux seront lancés au niveau de chaque district et non au niveau des ministères, pour que les entrepreneurs de ces circonscriptions puissent en bénéficier. Ils devront être prioritaires dans le traitement des appels d'offres, souligne le Chef de l'État.

Le président malgache a également promis la réalisation de 1 250 km de route goudronnée, pavée ou terrassée pour cette année. Il a entre autres déclaré la réouverture de la route reliant Tsiroanomandidy à Maintirano, le terrassement et le bitumage des points noirs de la RN 14 (Ifanadiana- Ikongo – Vohipeno), le bitumage de 20 km de routes sur la RN12 (Vohipeno-Farafangana), la réouverture de la RN11 (Mahanoro – Marolambo), le traitement des points noirs de la RN15 (Ankazoabo – Sakaraha –Beroroho), le terrassement et la réparation des points noirs de la RN19 (Mitsinjo- Katsepy – Soalala) ou encore la réfection de la RN6 reliant Ambanja-Ambondromamy), la réouverture de la RN18 (Ihosy- Ivohibe –Vondrozo –Midongy- Befotaka)

Le chef de l'État a également évoqué des projets d'adduction d'eau dans plusieurs dizaines de districts et communes de Madagascar. Tout cela, dans le cadre de son projet d'Emergence de la Grande île, des projets promis lors de sa campagne électorale qu'il compte réaliser, en dépit de la crise.

Concernant la fête de l'Indépendance, Andry Rajoelina a indiqué que celle du 26 juin qui marquera les 60 ans d'indépendance du pays sera moins festive à cause du coronavirus. Les festivités prévues seront reportées au mois d'octobre, lors de la célébration de la fête de la naissance de la Première République, a-t-il promis.

Budget 2020-2021: les acteurs du secteur du tourisme inquiets



La reprise dans le secteur du tourisme n'est pas prévue pour sitôt

Ils ne sont pas rassurés par les mesures budgétaires annoncées pour eux dans le Budget 2020-2021. L'association des plaisanciers et celle des tour opérateurs ont fait parvenir leurs demandes au ministère des Finances cette semaine pour préciser leurs inquiétudes et par la même occasion, formuler les demandes qu'ils estiment nécessaires afin qu'ils puissent garder la tête hors de l'eau.

Si l'annonce du décaissement de Rs 10 milliards pour aider le secteur du tourisme a fait des heureux, Ajay Jhurry, le président de l'*Association of Tourist Operators* (ATO) estime qu'il faut aller plus loin pour aider les PME qui évoluent dans ce secteur. Premièrement, il souhaite que les frais concernant la licence pour la location de voitures des tour opérateurs soient annulés. *«Puis, il serait souhaitable que les tour opérateurs qui souhaitent renouveler leurs flottes bénéficient de l'exemption des taxes sur les véhicules. De plus, cette mesure aidera les concessionnaires de voitures à relancer leur commerce»* avance-t-il.En ce moment, les tour opérateurs ont 30% de *duty free* mais avec la conjoncture économique actuelle, cela ne sera pas suffisant. *«De plus, cette mesure aidera les concessionnaires de voitures à relancer leur commerce»* avance-t-il.

Autre point soulevé par Ajay Jhurry est les emprunts à la banque. Selon le président de l'ATO, la Mauritius Revenue Authority (MRA) a le droit de mettre des prescriptions sur les biens personnels des directeurs de PME. *«Cela peut être un contentieux qui date d'avant le moment où le directeur a pris ses fonctions, mais lorsque les banques regarderont, ils ne rentreront pas dans les détails. Il faudrait que ce pouvoir de la MRA soit revu, ne serait-ce le temps de nous remettre sur pied»* avance-t-il. Selon lui, ce pouvoir devrait être limité aux biens et profits acquis pendant qu'il était à la tête de la compagnie.

Quant à la *Federation of Pleasure Craft Operators* (FOPCO), dans un communiqué émis ce vendredi 12 juin, elle estime que les nouvelles normes

sanitaires, à l'instar de la distanciation sociale, va réduire le nombre de passagers de 50%. De plus, Karl Lamarque, président de la fédération, avance que pendant la période de confinement, beaucoup de bateaux et de moteurs ont été endommagés.
Pour toutes ces raisons, la fédération demande à ce que le *Wage Assistance Scheme* pour les employés touchant moins de Rs 25 000 soit maintenu. La FOPCO demande aussi à ce qu'une allocation de Rs 10 200, soit le montant du salaire minimum, soit versée aux employés et que les propriétaires de bateaux aient accès à une autre allocation de Rs 45 000 pour les réparations, l'entretien et les frais d'assurances. Quant à l'achat de bateaux neufs, le président de la *Federation of Pleasure Craft Operators* demande une ministère une allocation de 10% sur le coût d'achat.
Les emprunts bancaires posent aussi problèmes aux plaisanciers, surtout que la date de la reprise n'a pas encore été annoncée. Ainsi, ils demandent un moratoire de plus d'un an sur le repaiement du capital et des intérêts et que les prêts à un taux d'intérêt de 0,5% leur soient garantis par le gouvernement. Comme l'ATO, la FOPCO fait aussi une demande pour l'exemption des frais de licence et ce, pendant deux ans et l'accès aux véhicules *duty-free*.

Energie renouvelable I Bientôt une centrale solaire à Ndzuani

Nassila Ben Ali



«Le gouvernement, malgré les malentendus constatés ici et là, subventionne à hauteur de 65 pour cent le service public de l'énergie. Ainsi, cette énergie solaire aidera beaucoup à baisser le coût pour le Comorien lambda», a expliqué le président, demandant à la population d'accompagner ce projet, notamment dans le cadre de la surveillance des installations « car il s'agit de notre projet à nous tous».

Le chef de l'État, Azali Assoumani, a effectué hier, jeudi 11 juin, dans la matinée, une visite sur le site abritant la centrale photovoltaïque de Pomoni, à Ndzuani. L'objectif était pour le président de la République d'aller constater l'état d'avancement des travaux, deux ans et demi après le lancement du chantier. C'est ainsi qu'il apprendra que ces derniers sont achevés et que l'on attend l'arrivée des techniciens qui sont à l'étranger pour les derniers réglages afin de lancer les machines.

A cette occasion, Azali Assoumani remerciera la société française d'énergie, Engie, pour les travaux réalisés qui sont, à en croire le chef de l'État, d'une grande qualité. «C'est une belle expérience, il faut en profiter pour faire pareil à Ngazidja et à Mwali, et pourquoi pas à Ndzuani encore. D'ailleurs, il y a un autre projet solaire à Bambao, ici à Ndzuani», a-t-il souligné. Le président ajoutera que ce projet va beaucoup aider les Comores sachant que l'énergie thermique reste très coûteuse.

«Le gouvernement, malgré les malentendus constatés ici et là, subventionne à hauteur de 65 pour cent le service public de l'énergie. Ainsi, cette énergie solaire aidera beaucoup à baisser le coût pour le Comorien lambda», a expliqué le président, demandant à la population d'accompagner ce projet, notamment dans le cadre de la surveillance des installations « car il s'agit de notre projet à nous tous».

Pour les techniciens qui sont à l'étranger, Azali Assoumani a informé qu'après discussions avec les responsables de la société Engie, le gouvernement a pris

la responsabilité d'affréter un avion pour les transporter, une fois arrivés à Addis-Abeba. Interrogé en aparté sur les capacités de la centrale, un des techniciens rencontré présent dans le chantier a indiqué qu'il s'agit d'une centrale de 3,15 mégawatts. «La centrale a une puissance qui couvrira à peu près une partie qui représentera 85 à 87 pour cent de la demande journalière de Ndzuani», a-t-il fait savoir, évoquant 1120 panneaux installés.
Ce technicien informera également que la centrale utilisera le réseau national de la Sonelec. «S'il y a une défaillance, Sonelec démarrera un ou deux de ses groupes, ça dépend des besoins», a-t-il expliqué, ajoutant qu'un mois après l'arrivée des techniciens attendus, la centrale démarrera. Il est à rappeler que le projet a été lancé au démarrage par une société italienne avant que celle-ci cède son titre à la société française Engie.